

/// **Les délibérations** sont des actes officiels qui engagent Cap Atlantique dans son action de définition des politiques publiques.

En 2017, l'activité de Cap Atlantique et les décisions des élus ont généré **191** délibérations :

- **42** en Bureau Communautaire ;
- **149** en Conseil Communautaire.

/// **La définition des politiques publiques** de Cap Atlantique est guidée par l'arbre des objectifs. Il est la déclinaison des projets portés par les élus. Les projets s'articulent aujourd'hui autour de **23 domaines d'actions stratégiques** et **9 domaines d'actions transversaux**.

L'ensemble de ces domaines répond aux 5 finalités du développement durable :

-  Lutte contre le changement climatique
-  Préservation de la biodiversité et protection des milieux et des ressources
-  Epanouissement des êtres humains, satisfaction des besoins essentiels
-  Cohésion sociale et solidarité entre générations et territoires
-  Dynamiques de développement suivant des modes de consommation et de production responsables

TABLE DES MATIÈRES

/// DÉLIBÉRATIONS	2
/// PRÉAMBULE	4
/// BUDGET	6
/// BILAN DES POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN ŒUVRE PAR CAP ATLANTIQUE SUR LE TERRITOIRE	11

Energie-Climat	12
Qualité des milieux aquatiques	13
Biodiversité	14
Aménagement et gestion des espaces	15
Habitat et logement	16
Accueil des gens du voyage	17
Eau potable	18
Assainissement des eaux usées	19
Équipements sportifs	20
Équipements culturels	21
Enseignement musical	22
Lutte contre les nuisances	23
Développement des entreprises	24
Handicap	25
Prévention de la délinquance	26
Transports et déplacements	27
Gouvernance territoriale	28
Solidarité territoriale	29
Développement numérique	30
Risques naturels et technologiques	31
Égalité Homme/Femme	32
Déchets	33
Tourisme	34
Economies primaires	35
Eaux pluviales	36

/// ÉTAT DE LA MUTUALISATION DES SERVICES DE CAP ATLANTIQUE ET DES 15 COMMUNES MEMBRE	37
--	-----------

/// BILAN DES ACTIONS INTERNES À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION	41
Introduction	42
Système d'information communautaire	43
Gestion de l'équipe	44
Gouvernance communautaire et pilotage	45
Juridique et commande publique	46
Parc automobile	47
Communication	48
Finances	49

/// DES IDÉES DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR LE TERRITOIRE	50
---	-----------

PRÉAMBULE

LES ARTICLES L. 5211-39 et L. 2311-1-1

du Code Général des Collectivités Territoriales précisent qu'un Établissement Public de Coopération Territoriale (EPCI) tel que Cap Atlantique doit produire et transmettre annuellement des rapports retraçant leur activité et leur situation en matière de Développement Durable et. Pour répondre à cette obligation, Cap Atlantique a fusionné à partir de l'année 2012 ces deux documents.

En particulier, ce rapport présente la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Les analyses sont réalisées au regard des cinq finalités du développement durable mentionnées à l'article L110-1 du code de l'environnement :



L'ARTICLE 5211-39-1

du Code Général des Collectivités Territoriales stipule également que le Président de chaque EPCI doit présenter annuellement l'état d'avancement de la mutualisation entre les services communaux et intercommunaux. Cette obligation est remplie dans le présent rapport pour 2016, année d'adoption du schéma de mutualisation des services de Cap Atlantique et de ses 15 communes membres. Voir page 35.

DES POLITIQUES QUI RÉPONDENT AUX FINALITÉS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE 2017

Domaines d'action stratégique	Finalités du développement durable				
	Lutte contre le changement climatique	Préservation de la biodiversité et protection des milieux et des ressources	Epanouissement des êtres humains, satisfaction des besoins essentiels	Cohésion sociale et solidarité entre générations et territoires	Dynamiques de développement suivant des modes de consommation et de production responsables
ENERGIE-CLIMAT	✓				
QUALITÉ DES MILIEUX AQUATIQUES		✓			
BIODIVERSITÉ		✓			
AMÉNAGEMENT ET GESTION DES ESPACES		✓			
HABITAT & LOGEMENT			✓		
ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE			✓		
EAU POTABLE			✓		
ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES		✓	✓		
ÉQUIPEMENTS SPORTIFS			✓		
ÉQUIPEMENTS CULTURELS			✓		
ENSEIGNEMENT MUSICAL			✓		
LUTTE CONTRE LES NUISANCES			✓		
SANTÉ		✓	✓		
GOVERNANCE TERRITORIALE				✓	
DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES				✓	
HANDICAP				✓	
PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE				✓	
TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS				✓	
SOLIDARITÉ TERRITORIALE				✓	
DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE				✓	
RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES				✓	
ÉGALITÉ HOMME/FEMME				✓	
DÉCHETS		✓			✓
TOURISME					✓
ÉCONOMIES PRIMAIRES		✓			✓
EAUX PLUVIALES					✓

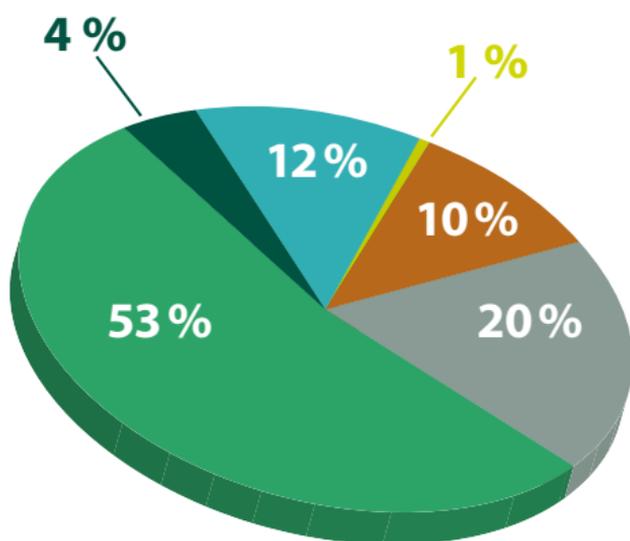
BUDGET

exercice 2017 tous budgets confondus

Source : compte administratif

LES RECETTES

Origine des ressources 2017 **87,9 M€**



Participations et subventions **10,6 M€**

Compensation TVA **0,4 M€**

Emprunts **9 M€**

Prestations / usagers **17,1 M€**

dont :

- Conservatoire intercommunal de musique,
- musée des marais salants et château de Ranrouët,
- eau potable et assainissement des eaux usées,
- déchets des professionnels...

Impôts et taxes **46,9 M€**

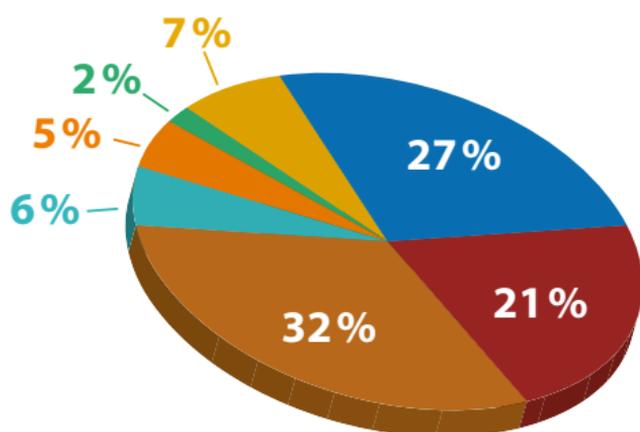
dont :

- Taxe d'habitation
- TEOM (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères)
- CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises)
- CFE (Cotisation Foncière des Entreprises)

Autres **3,9 M€**

LES DÉPENSES

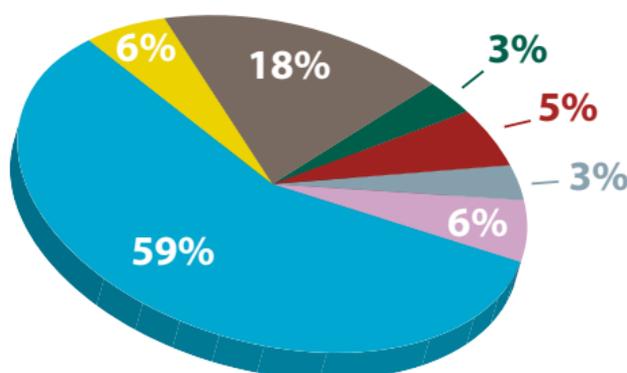
Les dépenses de fonctionnement **59,4 M€**



■ Achats de prestations de services	15,7 M€
■ Charges de personnel	12,7 M€
■ Reversement aux communes et FNGIR*	18,9 M€
■ Participation au Syndicat Mixte des Transports	3,4 M€
■ Autres participations	3,1 M€
■ Intérêts des emprunts	1,2 M€
■ Autres charges	4,4 M€

*Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources

Les dépenses d'investissement **28,3 M€**



■ Remboursement du capital des emprunts	5,1 M€
■ Immobilisations incorporelles - (études, logiciels...)	0,8 M€
■ Subventions d'équipement aux communes	1,5 M€
■ Subventions d'équipement aux organismes publics	0 M€
■ Subventions d'équipement aux personnes privées	1,0 M€
■ Immobilisations corporelles (acquisitions)	1,7 M€
■ Immobilisations en cours (travaux)	16,6 M€
■ Avance de trésorerie	1,6 M€

ÉVALUATION DU COÛT COMPLET ANNUEL PAR DOMAINE D'ACTION STRATÉGIQUE 2017



Hors mutualisation, voir p.37

Le calcul du coût complet de chaque domaine d'action stratégique prend en compte le poids de l'ensemble des charges supports des domaines d'actions transversaux.

Les recettes ne sont pas déduites.

67,9 M€

Coût complet annuel de l'ensemble des domaines d'actions stratégiques

- subventions versées et achats affectés
- +
- amortissements économiques
- +
- charges directes de personnel affecté
- +
- charges indirectes : système d'information, locaux, élus et direction générale, services RH, juridiques, finances...
- +
- frais financiers

*Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources

PRINCIPAUX RATIOS 2017

Base population totale 74 787 habitants hors résidences secondaires et saisonnières

• Dépenses réelles de fonctionnement / habitant	724,36 €
• Produit des impositions directes / habitant	624,25 €
• Recettes réelles de fonctionnement / habitant	844,87 €
• Dépenses d'équipement brut / habitant	244,72 €
• Encours de dette / habitant	213,56 €
• Dotation Globale de Fonctionnement / habitant	84,84 €
• Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	23,3 %
• Dépenses de fonctionnement et remboursement du Capital dette/recettes réelles de fonctionnement	87,6 %
• Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement...	28,96 %
• Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	25,27 %

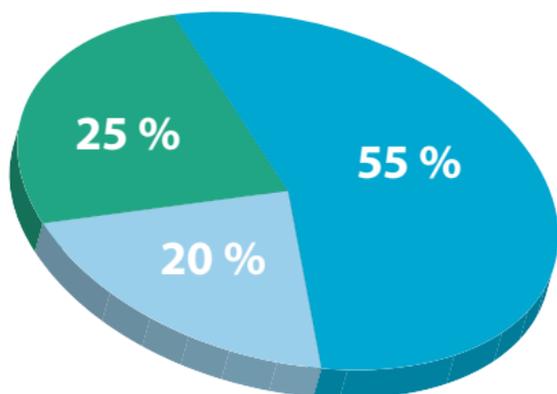
Dette au 31 décembre 2017..... 64,7 M€

Taux moyen : **1,83 %**

Durée résiduelle moyenne : **14,22 ans**

Durée de vie moyenne : **7,41 ans**

Solvabilité : **3,5 ans**



Principal	16 050 376 €
Eau potable	12 841 260 €
Assainissement	35 783 179 €

PRINCIPALES DÉPENSES 2017

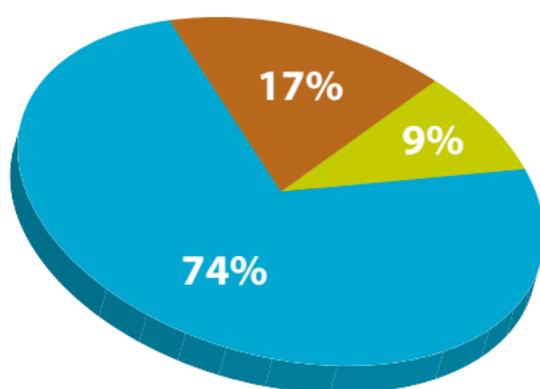
Investissements :

• Gestion des déchets	892 006 €
• Extension et renouvellement du réseau d'eau potable	7 608 886 €
• Extension et renouvellement du réseau d'eaux usées	5 445 234 €
• Aquabaule	2 374 368 €
• Habitat	1 590 438 €
• Système d'Information Communautaire	853 818 €
(notamment portail intranet / extranet, logiciels)	
• Développement des entreprises	647 311 €
• Musée des marais salants	61 698 €
• Environnement	241 870 €
• Eaux pluviales	239 618 €
• Retour aux communes	8 731 075 €
(attribution de compensation, dotations de solidarité, fonds de concours)	
• Remboursement capital de la dette	5 113 229 €
• Charges liées à l'activité déchets	9 326 824 €
(achats et charges externes)	
• Charges de personnel	12 689 564 €

MARCHÉS PUBLICS 2017

- Répartition par nature des **63** marchés conclus par lots signés en 2017 et réalisables sur plusieurs années.

38,46 M€



	Nombre	Montant HT
Travaux	28	6 615 085 €
Fournitures	13	3 410 757 €
Services	22	28 431 317 €

**OBJECTIF**

1- Maîtriser les consommations d'énergies, réduire les émissions de gaz à effet de serre et développer les ressources renouvelables.

2,4
ETP
INDICATEURS

Nb actions prévues pour le grand public		6/6	→
Nb d'actions prévues pour les entreprises		-	--
Nb d'actions prévues pour communes		11/15	↗
Nb actions prévues pour Cap Atlantique		4/4	→

COÛT COMPLET ANNUEL 179 k€ hors mutualisation

**PROJETS MAJEURS**

- Plan Climat Air Energie Territorial ;
- Schéma directeur vélo ;
- Conseil en Energie Partagé (CEP).

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Contractualisation avec l'État et 4 communes d'un 3^e volet d'actions subventionnées au titre du label "Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte" (TEPCV). Enveloppe de 100 000 € pour financer l'achat de 3 voitures électriques, 31 vélos à assistance électrique et 3 bornes de recharge pour véhicules électriques ;
- Audits thermiques de 4 bâtiments communaux ; assistance à maîtrise d'ouvrage sur 4 projets de rénovation énergétique communaux et intercommunaux ; amélioration du suivi des consommations ;
- Adoption du schéma directeur vélo de Cap Atlantique ;
- Finalisation de l'étude pour une autoconsommation collective d'électricité sur le parc d'activités du Closio à Pénestin : projet Partagélec. Étude juridique et constitution d'une personne morale organisatrice.

LES « EN COURS » 2017

- Poursuite de diverses actions d'animation en direction des habitants (permanences Espace Info Energie, visites de bâtiments économes et balades thermiques, atelier « Tu perds watt »...) ;
- Mise en œuvre du schéma directeur vélo de Cap Atlantique ;
- Elaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (obligation réglementaire) ;
- Mise en place d'une filière d'alimentation de chaufferies bois avec le bois bocager ;
- Suivi de l'étude de faisabilité d'une unité de méthanisation sur le nord du territoire.
- Étude pour la mise en place d'une chaufferie bois sur le futur centre aquatique d'Herbignac ;
- Gestion du pôle d'échanges multimodal de La Baule.

AUTRE PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

- Mise en place du projet Partagélec Pénestin.





QUALITÉ DES MILIEUX AQUATIQUES

OBJECTIFS

- 1- Maintenir une qualité des eaux conformes aux usages (baignade, conchyliculture, saliculture, pêche à pied).
- 2- Lutter contre la pollution des eaux.
- 3- Restaurer et entretenir les marais et les cours d'eau.

7.1
ETP

INDICATEURS

- Classement de qualité des coquillages par zone A 18%, A/B 0%, B 82%, C 0% ↗
- Classement Qualité des eaux de baignade
 - Sites au moins en "qualité suffisante" 100% →
 - Sites "excellente qualité" 34/39 ↗
- Nombre de signataires de la charte de l'habitant pour un jardinage sans pesticides 1 117 ↗

COÛT COMPLET ANNUEL 616 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Coordination du programme Eaux de baignade ;
- Démarches de bassins versants pour améliorer la qualité sanitaire des coquillages et des eaux de baignade ;
- Poursuite du programme de lutte contre la pollution des eaux par les pesticides.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Signature le 6 juillet 2017 par Cap Atlantique de la charte d'engagement pour une Navigation durable sur le bassin Baie de Vilaine / Vilaine Maritime, proposée par le comité d'estuaire de la Vilaine et l'Établissement Public Territorial du Bassin (EPTB) de la Vilaine ;
- Engagement de Cap Atlantique dans l'animation et la maîtrise d'ouvrage d'un nouveau programme de restauration des cours d'eau et des marais.

LES « EN COURS » 2017

- Mise en place d'un suivi azote-phosphore sur les ruisseaux côtiers d'une partie du territoire, dans le cadre de la compréhension des sources d'apports de nutriments engendrant le développement des algues vertes ;
- Recherche et identification de sources de pollutions bactériologiques avec l'aide d'un renfort saisonnier financé par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne ;
- Lancement de l'opération de sensibilisation estivale Hello sur « Préserver la qualité des eaux : les bons réflexes au quotidien ! » ;
- Validation technique d'un nouveau programme Eau et Milieux Aquatiques 2018-2022, avec les acteurs locaux ;
- Définition de mesures de préservation des milieux aquatiques dans le SCoT en cours de révision Cap Atlantique.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Validation par les élus et maîtres d'ouvrage concernés d'un nouveau programme Eau et Milieux Aquatiques 2018-2022, avec les acteurs locaux ;
- Elaboration d'un nouveau partenariat financier avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour 2018-2022.



jerome.eonnet@cap-atlantique.fr
 stephane.meunier@cap-atlantique.fr
 maud.danet@cap-atlantique.fr





BIODIVERSITÉ



3,2 ETP

OBJECTIFS

- 1- Gérer les sites Natura 2000.
- 2- Définir la trame verte et bleue.
- 3- Aménager le sentier littoral.
- 4- Contribuer à la gestion des terrains du Conservatoire du Littoral.
- 5- Soutenir des démarches exemplaires.

INDICATEURS

• Surface de terrains engagée en contrats Natura 2000 et Mesures Agro-Environnementales		493 ha	↘
• Surface de terrains propriétés du Conservatoire du Littoral gérée par Cap Atlantique		75 ha	→
• Nombre de couples d'Avocette élégante nicheurs sur les marais salants		390	→
• Nombre de mares restaurées		25	→

COÛT COMPLET ANNUEL 627 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Natura 2000 ;
- LIFE SALLINA.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Identification d'une trame verte et bleue à l'échelle intercommunale prenant en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) ;
- Développement permanent des contrats Natura 2000 et des contrats de mesures agro-environnementales (MAE) ;
- Poursuite des animations de Loire-Océane Environnement.

LES « EN COURS » 2017

- Dépôt du projet « LIFE SALLINA » éligible au dispositif européen « LIFE Nature » pour les marais salants ligériens, en partenariat avec l'île de Noirmoutier et le Marais Breton ;
- En lien avec le Conseil départemental de Loire-Atlantique, élaboration de 2 projets de contrats Natura 2000 pour la restauration et la gestion des habitats naturels d'intérêt communautaire de la Côte sauvage entre Le Croisic et Le Pouliguen ;
- Elaboration d'un projet de contrat Natura 2000 pour la restauration et la gestion de la dune de La Grande Falaise à La Turballe ;
- Poursuite des travaux de restauration et de gestion du Marais de Rostu à Mesquer sur les terrains du Conservatoire du Littoral ;
- Poursuite des travaux de restauration et de gestion des dunes de Pont Mahé à Assérac sur les terrains du Conservatoire du littoral ;
- Poursuite des travaux de restauration et de gestion de la dune de La Falaise à Batz-sur-Mer dans le cadre d'un contrat Natura 2000 signé par Cap Atlantique ;
- Suivi des travaux de restauration des marais salants de Quimiac dans le cadre d'un contrat Natura 2000 signé par la commune de Mesquer ;
- Restauration de 24 mares dans le cadre de l'appel à projet Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV).

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Elaboration d'un dossier de candidature au titre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour les Atlas de Biodiversité Communale auprès de l'Agence Française de la Biodiversité ;
- Restauration d'une vingtaine de mares dans le cadre du Contrat Régional de Bassin Versant (CRBV 2017-2019).



D'INFOS

espaces-naturels@cap-atlantique.fr



OBJECTIFS

- 1- Trouver un équilibre entre développement et préservation /protection sous le prisme du développement durable.
- 2- Mettre en cohérence les politiques sectorielles de Cap Atlantique.
- 3- Limiter la consommation de l'espace.
- 4- Contribuer à la définition de la stratégie communale d'aménagement du territoire.
- 5- Offrir une instruction qualitative des actes d'urbanisme et sécurisée.
- 6- Contribuer à la définition de la stratégie communale d'aménagement du territoire.

11,8 ETP

INDICATEURS

Espaces Agricoles Pérennes (EAP) protégés		13 810,2 ha / 18 000 ha	↗
Nb d'Autorisations du Droit des Sols (ADS) instruites		1 965	↗
Nb de permanences ADS réalisées en communes		139	↘

COÛT COMPLET ANNUEL 685 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Grenellisation du SCoT (révision) ;
- Mise en compatibilité des PLU (Plan Local d'Urbanisme) avec le SCoT 1 ;
- Bilan global de la politique foncière de Cap Atlantique (enjeux, procédures, outils et organisation).



LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Mise en œuvre de la Révision du SCoT dans ses phases PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) et DOO (Document d'Orientation et d'Objectifs) ;
- 2 PLU compatibles avec le SCoT : Batz-sur-Mer et Guérande ;
- 4 opérations de plus de 5 000 m² de surface plancher compatibles avec le SCoT ;
- 3 modifications de PLU compatible avec le SCoT ;
- ADS : Structuration et montée en compétences du service ADS ;
- Stratégie foncière : mobilisation des outils et acteurs dont le CEREMA (Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) dans le cadre d'une étude expérimentale, pour l'émergence des gisements fonciers en perspective du SCoT 2 Grenelle – PLH... ;
- Poursuite des réserves foncières pour le développement économique et les équipements communautaires ;
- Poursuite de l'accompagnement des transferts de compétences sur les équipements (PV de transfert), actions de gestion du patrimoine vente et mise en location.

LES « EN COURS » 2017

- Phases « arrêt » du SCoT en révision et enquête publique suivies des arbitrages post-enquête publique ;
- 3 PLU en cours de révision : Férel, Pénestin et La Turballe ;
- Elaboration du Guide des PLU 2018 pour le SCoT en cours de révision ;
- ADS : bilan satisfaisant partagé sur la création et la mise en œuvre du service depuis 2015 ;
- Stratégie foncière : bilan de l'étude expérimentale par le CEREMA et recherche d'une articulation avec les communes en charge de la planification de l'aménagement en lien avec l'émergence des gisements fonciers (SCoT 2 Grenelle-PLH).

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Initialisation des indicateurs de suivi du SCoT suite à l'approbation de sa révision ;
- Coopération avec les départements de la Loire Atlantique et du Morbihan (Plans et Programmes) et les Régions Bretagne et Pays de la Loire, notamment dans l'élaboration des SRADDET, des Schémas Régionaux des Carrières ;
- Réflexions sur la gouvernance pour la mise en compatibilité des PLU avec le SCoT révisé ;
- ADS : élargissement des prestations proposées par le service ; optimisation des coûts de mutualisation ; coopération avec le CAUE 44 pour notamment le conseil et sensibilisation en architecture aux particuliers ;
- Foncier : réflexion pour une nouvelle ingénierie en matière d'actions foncières (gestion de patrimoine), d'émergence et de suivi des gisements fonciers, d'observatoire et de suivi des marchés.

15

Politiques menées sur le territoire 2017



anne-marie.menage@cap-atlantique.fr / yann.lepetit@cap-atlantique.fr
 catherine.fillon@cap-atlantique.fr / aline.goulhen@cap-atlantique.fr
 nolwenn.blanchard@cap-atlantique.fr



HABITAT ET LOGEMENT

OBJECTIFS

1- Soutenir la mixité sociale.

2- Améliorer l'habitat existant sous le prisme du développement durable.

3,6
ETP

INDICATEURS

• Nombre de logements locatifs sociaux financés		141	↗
• Nombre de nouveaux contacts CAP Info Habitat		357	↗
• Nombre de dossiers éligibles au PIG précarité énergétique		42	↗

COÛT COMPLET ANNUEL 1 108 k€

PROJETS MAJEURS

- Mise en œuvre du PLH 2016-2021 et du contrat de mixité sociale ;
- Elaboration d'un PPGD (Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logements sociaux) ;
- Mise en œuvre de Programme d'Intérêt Général (PIG).



LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Participation au financement de la production de logements locatifs sociaux : 1 277 000 € ;
- Ouverture de l'espace Cap Info Habitat-Energie ;
- Suivi et animation du Programme d'Intérêt Général (PIG).

LES « EN COURS » 2017

- Réflexion sur la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) ;
- Mise en place d'ateliers sur la rénovation énergétique des logements.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Réflexion sur les gisements fonciers dans le cadre du volet foncier du PLH ;
- Mobilisation des acteurs AFLA (Agence Foncière de Loire-Atlantique), Établissements Publics Fonciers, autour de la négociation, du portage foncier et de la définition des besoins ;
- Accompagnement des communes sur l'habitat indigne ;
- Réflexion sur le logement des publics spécifiques (saisonniers, jeunes, personnes âgées, personnes en grandes difficultés sociales, ...).

**La compétence « Accueil des gens du voyage »
est traitée séparément cette année, page 17**



ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

OBJECTIFS

1- Organiser, coordonner et financer l'accueil des gens du voyage.

0,8
ETP

INDICATEURS

• Nombre d'aires d'accueil permanentes		4	--
• Taux d'occupation des aires d'accueil :			
• Guérande		81 %	--
• La Baule-Escoublac		80 %	--
• Pénestin		0,3 %	--
• Le Pouliguen		70 %	--

COÛT COMPLET ANNUEL 361 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Prise de la compétence globale "Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage" ;
- Mise en œuvre des schémas départementaux gens du voyage ;
- Gestion et entretien des aires d'accueil ;
- Recherche d'un terrain d'accueil permanent pour les grands passages à l'échelle du territoire.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Achèvement du transfert de la compétence « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » ;
- Transfert vers l'intercommunalité des aires d'accueil de Bréhadour à Guérande et Le Truchat à La Baule-Escoublac ;
- Acquisition et réhabilitation de l'aire d'accueil de Barges à Pénestin.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Participation à l'élaboration du nouveau schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de Loire-Atlantique 2018-2024 ;
- Réaménagement de l'aire d'accueil du Pouliguen située dans le camping des Mouettes ;
- Amélioration de l'aire de passage d'été du Truchat à La Baule-Escoublac.





EAU POTABLE

OBJECTIFS

- 1- Sécuriser l'alimentation en eau potable.
- 2- Offrir un service d'eau potable de qualité à un coût optimisé.
- 3- Économiser la ressource en eau.

5 ETP

INDICATEURS

• Taux de rendement		88,02 %	↘
• Évolution d'une facture type TTC / 120 m ³		224,27 €	↗

COÛT COMPLET ANNUEL 3 554 k€

PROJETS MAJEURS

- Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable par l'interconnexion avec Nantes Métropole et la CARENE ;
- Travaux de restauration sur le barrage de l'étang de Sandun à Guérande ;
- Stratégie de renouvellement des réseaux en eau potable ;
- Maîtrise des pertes en eau sur le réseau.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Programme de renouvellement des réseaux d'eau potable : 4,1 km ;
- Poursuite du programme de travaux sur le renouvellement des conduites générant des eaux colorées.

LES « EN COURS » 2017

- Réalisation des travaux d'interconnexion avec Nantes Métropole et CARENE ;
- Étude réglementaire préalable au démarrage des travaux sur le barrage de l'étang de Sandun ;
- Lancement des études de maîtrise d'œuvre des modifications sur le réseau de l'usine de Sandun pour l'interconnexion avec l'usine de Nantes ;
- Mise en place de 4 postes de chlorations supplémentaires ;
- Optimisation de la programmation de politique de renouvellement des réseaux.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Études hydrauliques sur le renforcement en alimentation en eau potable de la commune de Pénestin ;
- Études hydrauliques de l'alimentation en eau potable de la commune d'Herbignac.
- Créer un indicateur de taux de renouvellement pluriannuel du linéaire des réseaux.



stephane.meunier@cap-atlantique.fr
maud.danet@cap-atlantique.fr



ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

OBJECTIFS

- 1- Protéger le milieu naturel et ses ressources contre les pollutions diffuses et accidentelles.
- 2- Contribuer à la santé publique.
- 3- Accompagner le développement des communes grâce au réseau d'assainissement collectif des eaux usées.

21,2
ETP

INDICATEURS

• Nbre de branchements collectifs polluants		410	↗
• Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectifs		73,22 %	↗
• Conformité des performances des équipements d'épuration		99,05 %	↗
• Évolution d'une facture type TTC /120 m ³		360,51 €	↘

COÛT COMPLET ANNUEL 8 437 k€

PROJETS MAJEURS

- Fiabilisation de la structure de transfert ;
- Finalisation des extensions de réseaux.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Renforts saisonniers pour accroître la réactivité et le nombre de contrôles sur le secteur des traits du Croisic.

LES « EN COURS » 2017

- Poursuite du contrôle du réseau et renouvellement sur 2,53 km ;
- Poursuite du programme d'extension du réseau collectif d'assainissement ;
- Mise en conformité des installations privatives défectueuses (collectif et non collectif) ;
- Investigation "eaux parasites" sur les systèmes d'assainissement (réseaux et postes de relèvement) d'Assérac et de Pénestin ;
- Constitution d'une base de données pour la gestion patrimoniale des réseaux.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Optimisation de la programmation de renouvellement des réseaux.
- Créer un indicateur de taux de renouvellement pluriannuel du linéaire des réseaux.





ÉQUIPEMENTS SPORTIFS



OBJECTIFS

- 1- Centres aquatiques : répondre à la demande sociale et institutionnelle grand public, scolaires et associations.
- 2- Proposer des équipements sportifs de qualité à un coût maîtrisé.
- 3- Développer et valoriser les itinéraires communautaires cyclables et de randonnées.

INDICATEURS

• Fréquentation des centres aquatiques		236 500	↘
• Nombre d'entrées scolaires		37 000	↗
• Coût complet d'une entrée pour Cap Atlantique		5,07 €	↘

Fréquentation (passages) des itinéraires cyclables et circuits de randonnée équipés d'un système de comptage

• Férel (vélo)		14 948	↗
• Le Croisic (pédestre)		154 216	↗

COÛT COMPLET ANNUEL 2 650 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Reconstruction du centre aquatique Aquabaule ;
- Projet de construction d'un centre aquatique à Herbignac ;
- Elaboration du schéma directeur vélo de Cap Atlantique ;
- Création d'un itinéraire de randonnée pédestre d'intérêt communautaire à Camoël : "Paluds de Vilaine" ;
- Portage de la démarche qualité randonnée du Département de Loire-Atlantique avec les communes du territoire.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Approbation du schéma directeur vélo de Cap Atlantique le 16/11/2017 ;
- Attribution du marché de délégation de service public de 2017 à 2022 pour les deux centres aquatiques situés à Guérande et Piriac-sur-Mer ;
- Réédition du topoguide de randonnées "Belles échappées" ;
- Étude de sécurisation du franchissement du Mès via un projet de passerelle à Kertrait - Saint-Lyphard sur le circuit "Entre chaumières et marais" ;
- Accompagnement des communes engagées dans la démarche qualité randonnée ;
- Lancement des marchés de travaux pour la réalisation des liaisons cyclables entre Guérande et La Madeleine et entre Férel et La Roche-Bernard.

LES « EN COURS » 2017

- Poursuite des travaux de reconstruction Aquabaule ;
- Poursuite des études de maîtrise d'œuvre et planification des travaux sur le projet d'une piscine à Herbignac ;
- Poursuite des études de maîtrise d'œuvre sur les projets de liaisons cyclables entre Guérande et La Madeleine et entre Férel et La Roche Bernard ;
- Études opérationnelles et réalisations des projets cyclables issus du schéma directeur vélo.

AUTRE PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

- Étude d'opportunité d'une nouvelle salle sportive dédiée notamment à l'escalade.





ÉQUIPEMENTS CULTURELS



OBJECTIFS

- 1- Rendre le patrimoine accessible au public le plus large.
- 2- Offrir des équipements de qualité, à un coût maîtrisé.

INDICATEURS

11,9 ETP

Musée des marais salants à Batz-sur-Mer

• Fréquentation		22 497	↗
• Nbre d'animations / d'événements pour public individuel		327	↗

Château de Ranrouët à Herbignac

• Fréquentation		16 627	↘
• Fréquentation du site toutes manifestations confondues*		28 622	--
• Nbre d'animations / d'événements pour public individuel		120	↗

*Nouvel indicateur

COÛT COMPLET ANNUEL 1 326 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Mise en œuvre des conventions bipartites et tripartites 2015-2017 : Cap Atlantique, Mairie d'Herbignac, Conseil Départemental 44.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Semaine événementielle mutualisée « Cap sur la Bretagne » au Musée des marais salants et au château de Ranrouët.

Musée des marais salants

- Prolongation de l'exposition P#artagée ;
- Poursuite du récolement décennal des collections ;
- Consolidation des partenariats institutionnels et associatifs ;
- Nouvelle programmation culturelle annuelle ;
- Réalisation du parcours BZH et complément pour l'exposition temporaire présentée à Ranrouët
- Suivi de 120 demandes patrimoniales (plan de salines, informations diverses...) ;
- Validation par les conseillers pédagogiques de l'Education Nationale des activités pédagogiques du musée.

LES « EN COURS » 2017

- Préparation de l'exposition estivale 2018 *Bretannes* de Charles Fréger ;
- Poursuite de l'élaboration du Projet Scientifique et culturel (PSC) ;
- Renforcement de la signalétique directionnelle et touristique du château ;

Site du château de Ranrouët

- Installation semestrielle d'expositions d'arts plastiques ;
- Nouvelle programmation culturelle ;
- Réalisation et implantation de panneaux ornithologiques ;
- Actualisation de l'inventaire et reconditionnement du mobilier archéologique ;
- Collecte de documents architecturaux et historiques.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

Musée des marais salants

- Intégration de la « maison Montaigne » au projet de développement du Musée des marais salants ;
- Valorisation numérique des collections du Musée des marais salants (mise en ligne sur la base Joconde – Ministère de la Culture).

Ranrouët

- Préparation des avenants aux conventions 2015-2017 pour l'année 2018 ;
- Définition et orientation sur la base le PSC élaboré conjointement avec le département et la ville d'Herbignac pour l'intégration de la ferme des Moulineaux dans le projet global de valorisation du site du château de Ranrouët et de la valorisation du modèle numérique de terrain.



contact.musee@cap-atlantique.fr
chateau.ranrouet@cap-atlantique.fr



21

Politiques menées sur le territoire 2017



ENSEIGNEMENT MUSICAL

36,4
ETP

OBJECTIFS

- 1- Constituer un réseau basé sur la complémentarité des différentes structures d'enseignement musical.
- 2- Garantir l'accessibilité de l'offre d'enseignement sur le territoire.
- 3- Proposer une offre de qualité et adaptée aux attentes, à un coût maîtrisé.

INDICATEURS

• Nombre d'élèves du primaire bénéficiant d'interventions musicales		3 489	↘
• Nombre d'utilisateurs du conservatoire intercommunal		959	↗
• Nombre d'utilisateurs fréquentant les écoles de musique associatives		438	↗
• Nombre d'événements musicaux annuels du conservatoire		82	→

COÛT COMPLET ANNUEL 2 832 k€

PROJETS MAJEURS

- Intégration du conservatoire dans le projet du Petit Séminaire ;
- Animation du partenariat entre le Conservatoire intercommunal et les 3 écoles associatives du territoire.

22 LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Élaboration et validation par le Conseil Communautaire du Projet d'établissement 2018-2022 : " Bâtir ensemble un conservatoire au rayonnement intercommunal, cœur de la vie musicale du territoire" ;
- Dépôt, auprès du Ministère de la Culture, du dossier de demande de classement en "Conservatoire à Rayonnement Intercommunal".

LES « EN COURS » 2017

- Déploiement d'outils numériques à vocation artistique et pédagogique (vidéo-projecteurs interactifs, orgue sensoriel, matériel de musique assistée par ordinateur...);
- Dématérialisation des procédures d'inscription et de la gestion du parc instrumental ;
- Révision des textes cadres de l'établissement : règlement intérieur, schéma des études et activités...

AUTRE PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

- Délocalisation d'enseignements du conservatoire sur le territoire.





LUTTE CONTRE LES NUISANCES

OBJECTIF

1- Lutter contre les espèces végétales ou animales dommageables à la communauté.

0,7
ETP

INDICATEURS

• Tonnage d'algues vertes collecté		4 800	↗
• Nombre de rongeurs aquatiques nuisibles éliminés		828	↘
• Nombre de nids de frelons détruits		254	↘
• Surface de terrain faisant l'objet d'une lutte contre le Baccharis par Cap Atlantique		26 ha	↗

COÛT COMPLET ANNUEL 409 k€

- Algues vertes : 90 000 € TTC (égouttage, transport et traitement)
- Démoustication : 140 000 € TTC
- Frelons asiatiques : 28 578 € TTC
- Autres nuisances (Baccharis, jussie, rongeurs...): 48 000 € TTC.



LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

Algues vertes

- Le plan d'actions de gestion des algues vertes délibéré le 3 mai 2012 a été reconduit.

Espèces dommageables

- Participation financière de Cap Atlantique à la démoustication auprès de l'Établissement Interdépartemental pour la Démoustication du littoral atlantique (EID Atlantique) ;
- Lutte contre les ragondins et rats musqués via une convention avec Polleniz 44 ;
- Programme annuel de contrôle du Baccharis halimifolia ;
- Convention de partenariat avec la FDGDON de Loire-Atlantique pour la lutte contre le Frelon asiatique ;
- Participation financière de Cap Atlantique au Pacte de lutte contre la Jussie en Brière conduit par le Parc naturel régional de Brière.

LES « EN COURS » 2017

- Accompagnement technique pour la mise en place d'un pâturage expérimental ovin dans les marais salants de Mesquer pour lutter contre le Baccharis halimifolia.

AUTRE PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

- Mise à jour de la cartographie de 2012 des foyers de Baccharis halimifolia sur le territoire de Cap Atlantique.



4,9
ETP**OBJECTIFS**

- 1- Optimiser les conditions d'accueil du Territoire pour les entreprises.
- 2- Dynamiser durablement l'activité économique.
- 3- Soutenir les porteurs de projets.

INDICATEURS

• Créations d'entreprises sur le Territoire		624	↗
• Nombre de contacts d'entreprises		270	↗
• État d'avancement des actions de l'année du SAE ⁽¹⁾		87 %	→
• Surface des parcs d'activités utilisées		222 ha	↗
• dont surface en phase de requalification*		173 ha	--
• Surface des projets d'extension de parcs d'activités*		70 ha	--
• Surface de réserve foncière aménagée disponible		6,7 ha	↗

*Nouveaux indicateurs

COÛT COMPLET ANNUEL 1 250 k€

(1) SAE=Schéma d'Accueil des Entreprises

PROJETS MAJEURS

- Développement des filières économiques d'excellence du territoire : nautisme, Energies Marines Renouvelables, tourisme... ;
- Gestion des 17 parcs d'activités (dont 13 parcs antérieurement communaux) ;
- Poursuite du renforcement de la capacité d'accueil pour les entreprises ;
- Poursuite de la commercialisation des parcs d'activités du territoire ;
- Création du Pôle d'affaires et de la Maison de l'intercommunalité à La Baule (relance du projet) ;
- Développement des animations collectives et des coopérations économiques.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Mise en cohérence du SAE (volet 2018/2020) avec le SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique Innovant et International) ;
- Lancement des études sur l'aménagement de la liaison VC9 - Route Bleue sur le parc d'activités de Villejames à Guérande ;
- Reprises des études pré-opérationnelles du parc d'activités du Clos à Pénestin ;
- Finalisation des études d'extensions des parcs d'activités du Pré Govelin à Herbignac et du Poull'Go à Batz-sur-Mer et Le Pouliguen ;
- Lancement de la 1^{ère} tranche de travaux de requalification au Poull'Go ;
- Programmation de 7 nouveaux projets d'extension de parcs d'activités ;
- Accompagnement des entreprises : Business Speed Meeting entrepreneurial, CAPEA Numérique, participation à la Digital Week ;
- Promotion de la filière nautique du territoire avec la participation au salon Nautic 2017 ;
- Promotion des entreprises innovantes du territoire : 2 lauréats aux Audacity Awards ;
- Mise en place du management des parcs d'activités du territoire et accompagnement de 7 associations d'entreprises dans ce cadre.

LES « EN COURS » 2017

- Commercialisation des parcs d'activités : Villejames - Métairie de la Lande (75 %) et Bréhany Villeneuve (93 %), Le Mès (48 %) et Le Crelin (12 % sous compromis) ;
- Pilotage des études pré-opérationnelles sur l'extension des parcs d'activités du Pré Govelin, du Clos, du Pladreau, du Pré du Pas, de Villejames, de Loscolo et du Poull'go ;
- Poursuite des opérations de requalifications des parcs d'activités de Villejames et du Poull'go ;
- Accompagnement et aide au loyer de 5 jeunes entreprises de la pépinière nautique éphémère (effet mer) à proximité du port de La Baule-Le Pouliguen ;
- Développement du parcours résidentiel des entreprises : lancement du projet de création d'une pépinière d'entreprises sur le parc d'activités de Bréhadour à Guérande ;
- Négociation des conventions de maintenances des parcs d'activités transférés.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Validation du Plan d'actions 2018/2020 du SAE ;
- Réflexion sur les axes de la Politique locale du commerce & validation des actions d'Intérêt communautaire de soutien des activités commerciales ;
- Coopération avec NANTES METROPOLE et CARENE sur la structuration et le développement de la filière nautique à l'échelle du bassin nautique Loire Océan ;
- Formalisation d'une charte de coopération avec Atlanpole sur l'accompagnement de l'innovation ;
- Accompagnement de l'émergence d'une filière déconstruction nautique sur le territoire ;
- Promotion des parcs d'activités du territoire.

+
D'INFOSdeveco@cap-atlantique.fr



OBJECTIFS

- 1- Faire un état des lieux annuel de l'accessibilité du cadre bâti, de la voirie, des espaces publics et des transports.
- 2- Faire toutes propositions utiles visant à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.
- 3- Recenser, à l'échelle du territoire, l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.
- 4- Recenser, à l'échelle du territoire, et diffuser sur internet la liste des établissements recevant du public, accessibles aux personnes handicapées.

COÛT COMPLET ANNUEL **4 k€**

PROJETS MAJEURS

- Animer l'instance d'échange à l'échelle intercommunale.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Mise en place de l'instance d'échange sur le handicap à l'échelle intercommunale ;
- Appropriation des outils de suivi à l'échelle des communes.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Réflexion sur les évolutions législatives et techniques pour la mise en accessibilité (bâtiments publics, espaces publics, les transports, ...)
- Recensement des logements sociaux accessibles ;
- Organisation de formations liées à l'accessibilité.





PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

OBJECTIFS

- 1- Favoriser les échanges entre les acteurs publics et privés.
- 2- Animer sur le Territoire la politique de prévention de la délinquance.
- 3- Coordonner la mise en œuvre et mettre en place les actions.

0,4
ETP

INDICATEURS

- | | | | |
|--|--|-----|----|
| • Nombre d'élèves sensibilisés au respect d'autrui* | | 90 | -- |
| • Nombre d'élèves sensibilisés à l'éducation routière* | | 600 | -- |

*Nouveaux indicateurs

COÛT COMPLET ANNUEL 42 k€

PROJETS MAJEURS

- Animation du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) de Cap Atlantique ;

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Animation d'un groupe de travail relatif aux violences intrafamiliales ;
- Participation à l'animation d'un groupe de paroles pour les femmes victimes de violences en Presqu'île de Guérande ;
- Accompagnement par des psychologues sur la thématique du respect d'autrui en milieu scolaire primaires, collèges et lycées ;
- Investissements et équipements pour l'éducation routière: achat de 15 vélos, remorque et piste mobile pour sensibiliser environ 600 élèves par an à la sécurité routière.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Élargissement des interventions de psychologues en milieu scolaire sur la thématique du respect d'autrui aux niveaux primaires, collèges et lycées (jeux de rôle auteurs/victimes, ...) ;
- Mise en place d'actions sur l'utilisation du vélo « Remise en selle » et communication sur certaines thématiques de la sécurité routière (voies partagées, ...) ;
- Réflexion sur l'addiction des jeunes à l'utilisation des écrans.



D'INFOS

laure.charpentier@cap-atlantique.fr

TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

Rappel : les actions menées pour le transport et les déplacements sont essentiellement conduites par le Syndicat mixte des transports de la Presqu'île de Guérande dit "LILA presqu'île" auquel Cap Atlantique, les régions des Pays de la Loire et de la Bretagne étaient adhérentes en 2017.

8 ETP

OBJECTIFS

- 1- Sensibiliser la population au nouveau réseau de transports en commun sur la presqu'île de Guérande.
- 2- Rendre les habitants et visiteurs acteurs des choix de leur mobilité.
- 3- Étudier les adaptations possibles du réseau en fonction des souhaits des habitants.

INDICATEURS

Fréquentation du réseau

• Passagers en lignes régulières		522 847	↗
• Élèves en transport scolaire		5 435	↗
• Déplacements Lila à la Demande (porte à porte)		10 120	↗
• Km parcourus sur lignes régulières		1 656 352	↗
• Nbre d'arrêts bus accessibles aux PMR		67	↗

COÛT COMPLET ANNUEL 3 869 k€

Composé essentiellement de la part de Cap Atlantique au Syndicat mixte des transports de la Presqu'île de Guérande

27

PROJETS MAJEURS

- Mise en place d'une ligne mutualisée (ligne 13) et d'une intégration tarifaire avec la CARENE.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Augmentation de la fréquentation de 15,75 %.

LES « EN COURS » 2017

- Adoption du schéma directeur vélo.

AUTRE PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

- Participation à la plateforme de covoiturage Ouest Go et animation/promotion du covoiturage et des mobilités alternatives à la voiture individuelle

Politiques menées sur le territoire 2017



D'INFOS

clement.mahe@cap-atlantique.fr
soizic.leygonie@lilapresquile.fr



OBJECTIFS

- 1- Contribuer à l'efficacité, l'efficience et la lisibilité de l'action publique territoriale.
- 2- Assurer la meilleure représentation des intérêts du Territoire.
- 3- Favoriser la cohérence territoriale.
4. Favoriser le partage, l'optimisation des compétences et des moyens, au bénéfice du service public rendu à la population.

INDICATEURS

- Nombre d'organismes dans lesquels Cap Atlantique représente le territoire  **76** 
- Attributions de compensation versées aux communes  **6 593 452 €** 

COÛT COMPLET ANNUEL 116 k€

PROJETS MAJEURS

- Absorption des nouvelles compétences issues de la loi NOTRe : tourisme, développement économique, accueil des gens du voyage ;
- Mise en œuvre du schéma de mutualisation ;
- Projet LIFE SALLINA. L'Instrument Financier Européen Sustainable Actions on Loire Lagoons for Improvement and Assessment (actions durables sur les lagunes de Loire pour l'amélioration et l'évaluation.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Conclusion d'un nouveau contrat territorial de financement d'investissements avec la Région des Pays de la Loire ;
- Création de la Société Publique Locale (SPL) Bretagne Plein Sud le 27 janvier 2017 ;
- Adhésion à la SPL Saint-Nazaire Agglomération Tourisme ;
- Mutualisation des services archives entre Cap Atlantique, La Baule-Escoublac et Guérande ;
- Adhésion de la commune de Férel à la mutualisation étendue des systèmes d'information.

LES « EN COURS » 2017

- Approbation de la révision statutaire qui va rendre effectif l'exercice de la compétence GEMAPI (GEstion de Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) au 1^{er} janvier 2018 et définition des orientations d'exercice de la compétence ;
- Révision statutaire pour rendre possible l'adhésion à l'Établissement Public Territorial de Bassin de la Vilaine, en cours de création ;
- Délibération d'adhésion au Syndicat Mixte du Bassin Versant du Brivet à effet du 1^{er} janvier 2018 ;
- Entrée de Cap Atlantique au bureau du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional de Brière ;
- Candidature au dossier Européen Life SALLINA en tant que pilote de plusieurs maîtres d'ouvrage dont un syndicat intercommunal à Noirmoutier.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Adhésion au Club croisière Nantes Saint-Nazaire ;
- Adhésion au Conseil d'Architecture D'urbanisme et d'Environnement 44 afin de rendre accessibles des conseils aux particuliers dans les locaux de Cap Atlantique ;
- Transfert à Cap Atlantique des contributions communales aux services Incendie et secours ;
- Création d'une association « Partagelec » pour rendre possible la consommation d'énergie partagée à partir d'une production locale (Pénestin) ;
- Elaboration d'un programme « Eau et Milieux Aquatiques 2018-2022 », multi-maîtres d'ouvrages sur un périmètre large, incluant Pornichet et une partie de Saint-Nazaire ;
- Autorisation d'un service de police municipale pluri-communal ;
- Dissolution du Syndicat Mixte constitué pour créer l'aéroport Notre-Dame-des-Landes.



philippe.allain@cap-atlantique.fr

michel.eorchard@cap-atlantique.fr



SOLIDARITÉ TERRITORIALE



OBJECTIFS

- 1- Rechercher l'équilibre entre les ressources communales et intercommunales.
- 2- Contribuer à une solidarité financière entre les communes.



INDICATEURS

• Coefficient d'intégration fiscale		0.2965	↗
Sommes versées ou non facturées aux communes :			
• Dotation de Solidarité Communautaire,		820 k€	↗
• Fonds de concours versés		1 039 k€	--
• Mutualisation non facturée		1 347 k€	--
		TOTAL : 3 206 k€	

COÛT COMPLET ANNUEL 9 193 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Dotation de solidarité et fonds de concours annuels.
- Financement solidaire de la mutualisation avec les communes.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Intégration de l'office du tourisme de Brière à la SPL Bretagne Plein Sud pour résoudre la situation financière du Parc Naturel Régional de Brière grâce à l'accord entre les trois intercommunalités (Cap Atlantique, CARENE et Pays de Pontchâteau Saint-Gildas) ;
- Obtention d'exemptions au titre d'obligations excessives en matière de logements sociaux pour les communes de La Turballe, Herbignac et Saint-Lyphard ;
- Ajout dans le calcul des charges transférées d'une part « Accueil d'une aire de grands passages de gens du voyage » au bénéfice de la commune d'accueil.

AUTRE PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

- Prise en compte de la solidarité envers les communes les plus impactées par la hausse annoncée des contributions aux services incendie et secours de Loire-Atlantique.





OBJECTIF

1- Favoriser l'accès au très haut débit pour améliorer l'attractivité du territoire.

INDICATEURS

• Linéaire de fibre optique structurante réalisé par Gigalis et pourcentage de réalisation du schéma directeur		35,5 km=34 %	↗
• Nombre de mairies connectées à la dorsale numérique		6/15	→
• Nombre de logements éligibles au très haut débit (>30 Mo/sec)		18 285	↗
• dont fibre optique		2 685	↗

COÛT COMPLET ANNUEL 79 k€

PROJETS MAJEURS

- Révision du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique de Cap Atlantique, dans une démarche conjointe avec la CARENE.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Délibération du Conseil Communautaire de Cap Atlantique pour la mise en œuvre de la Dorsale Numérique sur le tracé Guérande – Saint-Lyphard – Herbignac.

LES « EN COURS » 2017

- Poursuite des déploiements FttH (Fiber to the Home) par Orange sur les communes de La Baule-Escoublac (objectif de 5 550 prises) et Guérande (objectif de 2 396 prises) ;
- Premiers déploiements d'infrastructures FttH par SFR pour les communes de Mesquer, Piriac-sur-Mer, La Turballe, Le Croisic, Batz-sur-Mer, Le Pouliguen, Guérande et La Baule-Escoublac (objectif de 54 943 prises) ;

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Déploiement de la dorsale numérique sur le tracé Herbignac – Férel – Camoël - Pénestin, puis au-delà, sur l'ensemble des communes.
- Saisine de l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes) pour débloquer la situation de concurrence stérile entre SFR et Orange qui déploient des structures redondantes (armoires, fourreaux, fibres).



**OBJECTIFS**

- 1- Prévenir les submersions marines sur le territoire de Cap Atlantique.
- 2- Animer, accompagner, piloter les actions prévues au Programme d'Actions de Prévention des Inondations Littorales des 12 communes littorales de Cap Atlantique.

**INDICATEURS****Avancement du PAPI**

• Nombre d'actions mises en œuvre		14/35	↗
• Nombre d'actions démarrées		14/35	→
• Nombre d'actions en attente		7/35	↘

Plans Communaux de Sauvegarde (PCS)

• Nombre de communes ayant achevé leur PCS		13	↗
• Nombre de communes ayant démarré leur PCS		1	↘

Diagnostics de vulnérabilité aux submersions marines réalisés

• Nombre de diagnostics « habitations »		98	↗
• Nombre de diagnostics « activités économiques »		26	↗

COÛT COMPLET ANNUEL 264 k€ hors mutualisation**PROJETS MAJEURS**

- Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) et ses 35 actions ;
- Elaboration de la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) sur le territoire à risques importants d'inondation Saint-Nazaire – presqu'île de Guérande ;
- Prise en compte de la nouvelle compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GeMAPI).

31

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Avenant n°1 au PAPI pour le financement de travaux imprévus sur les digues du Sivu du Port de La Baule-Le Pouliguen et de nouvelles actions en matière de connaissance et de gestion du risque de submersion marine ;
- Accompagnement des communes dans la conception des PCS et DICRIM (Document d'Information Communale sur les Risques Majeurs) ;
- Notification des aléas du PPRL Baie de Pont-Mahé - Trait de Pen-Bé aux collectivités par le préfet de département de Loire-Atlantique ;
- Lancement opérationnel du dispositif « Cap à l'abri » à destination des propriétaires de bien situés au Croisic et à Batz-sur-Mer dans les zones « Xynthia +20 cm » du PPRL presqu'île guérandaise – Saint-Nazaire ;
- Réalisation de l'étude de dangers de la digue marine des marais salants du bassin de Guérande.

LES « EN COURS » 2017

- Réflexion en deux temps sur la prise de compétence de gestion des ouvrages de prévention des inondations dans le cadre de la réglementation GeMAPI :
 - Au 1^{er} janvier 2019 pour la digue marine des marais salants du bassin de Guérande ;
 - Au 1^{er} janvier 2020 pour les digues des berges de l'étier du Pouliguen ;
- Extension du dispositif « Cap à l'abri » à toutes les communes couvertes par le PPRL presqu'île guérandaise – Saint-Nazaire ;
- Participation de Cap Atlantique à l'Observatoire Régional des Risques Côtiers Erosion, relatif à l'érosion du trait de côte.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Approbation du PPRL Baie de Pont-Mahé - Trait de Pen Bé ;
- Réalisation d'une visite technique approfondie de la digue marine des marais salants du bassin de Guérande ;
- Candidature de Cap Atlantique pour un deuxième PAPI.





ÉGALITÉ HOMME/FEMME

OBJECTIFS

- 1- Assurer l'égalité professionnelle entre les agents hommes et femmes de Cap Atlantique.
- 2- Favoriser l'égalité hommes / femmes dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques de Cap Atlantique.

INDICATEURS de répartition hommes/femmes

Conseil communautaire :		26 H	24 F	--
dont Bureau communautaire :		14 H	6 F	--
Commissions thématiques (titulaires et suppléants)		155 H	120 F	--
Comité de direction :		6 H	5 F	--
Agents titulaires et non titulaires emplois permanents				
• En catégorie A		20 H	18 F	--
• En catégorie B		50 H	51 F	--
• En catégorie C		73 H	69 F	--
• Filière administrative		11 H	81 F	--
• Filière technique		108 H	28 F	--
• Filière culturelle		24 H	29 F	--

COÛT COMPLET ANNUEL /

PROJETS MAJEURS

- Diagnostic des risques psychosociaux (RPS) et définition d'un plan d'action.
- Mettre en place un pilotage du sujet par un élu afin de poser un diagnostic plus ciblé puis un plan d'action éventuel.
- Agir pour l'amélioration de la sécurité des femmes au travers du CISPD (cf page 26).

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Diagnostic RPS mettant en évidence une situation professionnelle souvent tendue pour les femmes de catégorie B
- Bilan social (lien de consultation)
- Voir actions du CISPD page 26.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Définir des indicateurs d'égalité salariale homme/femme.
- Analyse de l'attractivité hommes/femmes des filières administratives et techniques.





DÉCHETS

76,7
ETP

OBJECTIFS

- 1- Agir pour la réduction et la valorisation des déchets.
- 2- Faire évoluer le mode de financement.
- 3- Offrir un service de collecte des déchets de qualité à un coût optimisé.

INDICATEURS

• Tonnage de l'ensemble des déchets collectés et traités		107 727	↗
• Taux de valorisation des déchets		52.37%	↗
• Nombre de conteneurs d'apport volontaire de tri sélectif disponibles sur le Territoire		884	→

COÛT COMPLET ANNUEL 15 731 k€

PROJETS MAJEURS

- Mise en œuvre du Schéma directeur des déchetteries et équipements associés ;
- Mise en application des actions écrites au programme Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage (TZDZG) ;
- Mise en œuvre du nouveau contrat d'exploitation des déchetteries de La Baule-Escoublac, Guérande, Le Pouliguen, Batz-sur-Mer, Le Croisic et Piriac-sur-Mer.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Approbation du schéma directeur des déchetteries et équipements associés par le conseil communautaire du 16 février 2017 ;
- Travaux de réaménagement de la déchetterie de La Baule-Escoublac et de rénovation de la déchetterie du Croisic ;
- Travaux de la couverture de l'alvéole 4-1 de l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) de Kéraline à Herbignac ;
- Mise en place expérimentale du compostage partagé dans un immeuble collectif de Ranrouët à Herbignac ;
- Optimisation, renouvellement et rénovation du parc de conteneurs d'apports volontaire par l'implantation de conteneurs enterrés et semi-enterrés (Mesquer et La Turballe) ;
- Mise en place de la filière Eco-Mobilier dans les déchetteries de Pénestin et de La Baule-Escoublac ;
- Renouvellement des marchés de fournitures et de services : exploitation des déchetteries de La Baule-Escoublac, Guérande, Le Pouliguen, Batz-sur-Mer, Le Croisic et Piriac-sur-Mer ; fourniture de sacs papiers biodégradables pour la collecte des déchets végétaux et de sacs pour la collecte des déchets ménagers ; fourniture de conteneurs aériens et semi-enterrés d'apports volontaires pour la collecte des ordures ménagères et les collectes sélectives ; de l'ISDND de Kéraline ; MOE pour la rénovation de la déchetterie du Croisic ; fourniture de carburants en stations pour les véhicules des sites de Herbignac et Guérande ; collecte en porte à porte des encombrants de Guérande, Le Pouliguen, Batz-sur-Mer, Le Croisic, La Turballe et Piriac-sur-Mer ; traitement des lixiviats, nettoyage des fonds de lagunes, location d'une torchère pour le traitement des effluents gazeux de l'ISDND de Kéraline à Herbignac ;
- Mise en place de la collecte des coquillages pendant les fêtes de fin d'année (6,7 tonnes collectées) au sein des 9 déchetteries du territoire.

LES « EN COURS » 2017

- Actions du programme TZDZG : distribution de compost, animation scolaire et collecte de coquillages ;
- Poursuite de l'optimisation du parc de points d'apport volontaire sur le territoire ;
- Poursuite du déploiement de la collecte du carton et de la redevance spéciale ;
- Poursuite de l'étude sur la fermeture de l'ISDND de Kéraline ;
- Étude de faisabilité et d'impact du déploiement des extensions de consignes de tri pour une mise en place opérationnelle au plus tard en 2022 ;
- Mise à disposition de solutions de tri sélectif pour les manifestations.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Étude sur la production des biodéchets des gros producteurs (action du programme TZDZG) ;
- Réflexion sur le devenir des déchets des entreprises et la réduction des dépôts sauvages ;
- Étude sur le traitement et la valorisation des tout-venant.



D'INFOS

soizic.leygonie@cap-atlantique.fr



TOURISME

48
ETP

OBJECTIF

**1- Augmenter le poids de l'économie touristique
et renforcer l'attractivité du territoire.**

INDICATEURS

Nombre de nuitées sur la Destination

13 248 386



COÛT COMPLET ANNUEL 3 038 k€

PROJETS MAJEURS

- Transfert de la compétence Tourisme au regard de la loi NOTRe.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Rédaction et mise en place d'une Délégation de Service Public d'une part, création d'une structure dédiée sous forme de Société Publique Locale (SPL) pour y répondre d'autre part ;
- Création et installation des instances de gouvernance de la SPL : Conseil d'Administration et Assemblée Spéciale, Comité de Destination, Comité technique, Comité Contrôle Analogique ;
- Intégration des bâtiments communaux qui hébergeaient exclusivement les activités du tourisme et mise à disposition de ces bâtiments de la SPL ;
- Intégration des personnels sous statut de droit public des offices de tourisme communaux dans les effectifs de Cap Atlantique et mise à disposition à la SPL ;
- Refonte des fiches de poste, création et accord d'un avenant aux contrats de droit privé pour et par l'ensemble des salariés de la SPL ;
- Mise en place d'une politique financière dans le cadre spécifique des SPL : création de procédures répondant aux exigences liées au droit des Sociétés de Droit Privé soumises au code des marchés ;
- Mise à plat des systèmes informatiques, bureautiques et téléphoniques des offices de tourisme pour une harmonisation des outils ;
- Fusion des bases de données des offices de tourisme ;
- Définition d'une politique commerciale : refonte d'une gamme de services et tarifs liés pour les prestataires locaux (insertions brochures, diffusion de flyers, présence web,...) ; création d'un service billetterie pour harmoniser les tarifs et les procédures pour l'ensemble des bureaux d'information ; mise à plat et développement de la vente de produits dérivés ; fusion des services "agences de voyages" des offices qui possédaient une licence et création d'un service commercial unique ;
- Analyse, amélioration et développement de l'offre de visites guidées ;
- Développement des filières, notamment rando et vélo, en partenariat avec les EPCI de la Destination ;
- Création d'outils d'information et de communication uniques pour l'ensemble des bureaux d'information ;
- Développement de partenariats avec les régions Bretagne et Pays de la Loire et les départements de Loire-Atlantique et du Morbihan sur les thématiques promotionnelles (présence sur les salons, plan de communication, accueils de presse et d'agents de voyages,...)
- Reprise des événementiels gérés initialement par le service tourisme de Cap Atlantique (Art au gré des chapelles, Saveurs d'Octobre) et de ceux transférés par les communes qui l'ont décidé ;
- Obtention du classement 1^{ère} catégorie de l'Office intercommunal pour l'ensemble de son périmètre, indispensable pour le classement des stations classées de tourisme : La Baule-Escoublac, Le Pouliguen, Piriac-sur-Mer.

LES « EN COURS » 2017

- Reconstitution d'un an de la Délégation de Service Public ;
- Poursuite de la politique d'harmonisation et d'optimisation des moyens RH, logistique, finances, ...)

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Étude sur la faisabilité d'extension des missions confiées initialement à la SPL (animation de la filière nautique par exemple).
- Conclusion d'un nouveau contrat de Délégation de Service Public au 1^{er} janvier 2019.
 - Financement pérenne des actions de la SPL conduites au bénéfice du développement touristique de la Destination.

+
D'INFOS

damien.dejoie@cap-atlantique.fr





ECONOMIES PRIMAIRES



OBJECTIF

1- Pérenniser l'activité économique primaire.



INDICATEURS

• % d'actions agricoles engagées ou réalisées		100 %	→
• Surface agricole utile (2016)		16 298 ha	↗
Loscolo / Acquisitions hors propriétés communales		13/17	→

COÛT COMPLET ANNUEL 447 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Démarche « Territoires de projets agricoles » tels que les Périmètres de Protection des Espaces Agricoles Naturels (PEAN) ;
- Protection contre la mer des marais salants du bassin de Guérande (subventionnement de l'ASA) et maîtrise d'ouvrage de travaux sur le bassin du Mès ;
- Parc d'activités conchylicole de Loscolo - Pénestin.



LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- PEAN du Coteau guérandais et du Plateau Turballais : poursuite de la mise en œuvre des actions : acquisitions foncières, installation, mise en place de baux ruraux, ... ;
- Accompagnement technique et financier du Syndicat des Dignes pour les travaux d'entretien du réseau hydraulique des marais salants de Guérande ;
- Entretien du réseau hydraulique des marais salants du Mès (14 chantiers en 2017) ;
- Gestion pour le compte du Département de Loire-Atlantique de 47 salines dont 26 exploitées ;
- Financement des opérations « Samedis Fermiers » ;
- Marais salants du Rostu à Mesquer : suivi des conventions d'occupation temporaire à usage agricole avec les conchyliculteurs et les paludiers sur les terrains du Conservatoire du littoral ;
- Marais salants de Careil-Mouzac à Guérande : signature d'une convention avec l'EID Atlantique pour la gestion hydraulique des marais incultes pour l'année 2017.

LES « EN COURS » 2017

- Finalisation de la procédure d'extension du PEAN aux secteurs de Batz-sur-Mer et de Piriac-sur-Mer (enquête publique) ;
- Démarrage des premiers travaux de reconquête agricole des friches dans le périmètre du PEAN
- Accompagnement des porteurs de projet en agriculture dans les territoires littoraux, en particulier sur les PEAN (autorisation d'urbanisme, animation foncière) ;
- Définition avec la profession salicole d'un projet de création de salorges dans le futur parc d'activités du Poull'go à Batz-sur-Mer (9 000 m²) ;
- Évaluation de la valeur agronomique et fourragère des prairies de Batz-sur-Mer en lien avec le projet d'une installation en élevage ovin ;
- Contribution à l'élaboration d'une charte relative à la gestion des marais salants acquis par le Département de Loire-Atlantique au titre des Espaces Naturels Sensibles.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Mise à jour par la Chambre d'agriculture de l'ensemble des données agricoles du territoire de Cap Atlantique ;
- Réalisation d'une étude préalable pour la définition de mesures de compensation collective agricole appliquée au projet d'extension du futur parc d'activités du Pré Govelin à Herbignac ;
- Accompagnement du Département de Loire-Atlantique dans la révision du programme d'actions du PEAN ;
- Réalisation par le Département de Loire-Atlantique d'une étude d'opportunité pour la réalisation d'un aménagement foncier sur les secteurs du PEAN du Coteau Guérandais et de Batz-sur-Mer ;
- Signature d'un contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec Loire-Atlantique développement pour une mission de négociation d'acquisition à l'amiable de terrains destinés à accueillir des installations et des bâtiments agricoles dans le PEAN de Batz-sur-Mer ;
- Circuits-courts : contribution technique à la réalisation d'une étude d'opportunité pour la création d'une légumerie sous maîtrise d'ouvrage CARENE ;
- Développement de l'économie forestière (14 % de la surface du territoire de Cap Atlantique).



yann.lepetit@cap-atlantique.fr

catherine.fillion@cap-atlantique.fr (Loscolo)

Eaux Pluviales

4,1
ETP

OBJECTIFS

- 1- Protéger le milieu naturel et ses ressources contre les pollutions diffuses et accidentelles.
- 2- Favoriser les approches par bassin versant.
- 3 - Contribuer à la protection des personnes et des biens contre les débordements d'eaux pluviales.
- 4- Mutualiser les moyens à l'échelle du territoire.

INDICATEURS

- Elaboration du Schéma Directeur Communautaire  [➔](#)
- Elaboration des zonages d'eaux pluviales  [➔](#)
- Voir aussi fiche Qualité des milieux aquatiques page 13

COÛT COMPLET ANNUEL 825 k€

PROJETS MAJEURS

- Définition d'un zonage communautaire pour accompagner les communes dans leurs projets ;
- Définition d'un schéma directeur pour aboutir à une programmation pluriannuelle des travaux sur les secteurs à enjeux.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Mise en place d'une programmation pluriannuelle des travaux prévus par les communes ;
- Enquête publique des zonages d'eaux pluviales sur Guérande et Batz-sur-Mer.

LES « EN COURS » 2017

- Lancement de la mission de maîtrise d'œuvre sur le secteur Palois (Guérande) – Cerisiers (La Baule-Escoublac) ;
- Lancement des missions de maîtrise d'œuvre sur le bassin versant de Joyeuses – Les Ondines à La Baule-Escoublac.
- Créer un indicateur de taux de renouvellement pluriannuel du linéaire des réseaux.



ÉTAT DE LA MUTUALISATION DES SERVICES DE CAP ATLANTIQUE ET DES 15 COMMUNES MEMBRES

LA LOI DE RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DU 16 DÉCEMBRE 2010 :

Cette loi stipule : "Afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma prévoit notamment l'**impact prévisionnel** de la mutualisation **sur les effectifs** de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et des communes concernées **et sur leurs dépenses de fonctionnement**. (...) Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant."

37

LES ENJEUX DE LA MUTUALISATION

Le Conseil Communautaire du 15 décembre 2016 a adopté le schéma de mutualisation des services, élaboré en concertation avec les élus, les services communaux et intercommunaux et l'appui du Conseil de Développement.

- **Maîtriser collectivement les dépenses** dans un contexte de réduction des aides de l'État aux collectivités locales.
- **Favoriser le partage des compétences.**
- **Maintenir et développer un service public de qualité** pour satisfaire les demandes prioritaires de la population.
- **Consolider la solidarité territoriale** en mettant à la disposition des communes, qui en éprouvent le besoin, des ressources humaines et techniques supplémentaires.

Le schéma a été pensé et construit avec des mutualisations « à la carte » qui correspondent le mieux possible à la situation de chacune des communes et de Cap Atlantique, où l'inventivité, la réactivité et l'agilité sont nécessaires. Les coopérations directes entre les communes telles que les bibliothèques ou polices municipales mutualisées, les achats groupés, le prêt de matériel ne sont pas aujourd'hui prises en compte.

Le chemin parcouru est synthétisé dans le tableau dans les deux pages suivantes.

INDICATEURS

- Nombre d'Équivalents Temps Plein mutualisés  **29,15** ↗
- Coût de la mutualisation non facturée aux communes  **1 347 318 €** ↗

Domaines d'actions stratégiques	Nature de la mutualisation
ENERGIE-CLIMAT	Mise à disposition de personnel pour les diagnostics énergétiques de bâtiments communaux et l'assistance dans la conduite des projets (Conseil énergie partagé)
QUALITÉ DES MILIEUX AQUATIQUES	Mise à disposition de personnel pour l'animation d'un groupe de travail intercommunal et accompagnement personnalisé de chaque commune pour la gestion des sites de baignade
BIODIVERSITÉ	Mise à disposition de personnel pour l'animation des sites Natura 2000
AMÉNAGEMENT ET GESTION DES ESPACES	Mise à disposition de personnel pour l'accompagnement des communes dans la réalisation des PLU
	Instruction des Autorisations Droits des Sols (permis de construire, déclarations préalables de travaux et autres autorisations d'urbanisme)
ÉQUIPEMENTS CULTURELS (Château de Ranrouët)	Mise à disposition de personnel du château de Ranrouët pour l'organisation du marché des potiers
ÉQUIPEMENTS SPORTIFS (itinéraires de randonnées)	Mise à disposition de personnel pour la création, la gestion et l'animation des itinéraires de randonnées.
SOLIDARITÉ TERRITORIALE	Mise à disposition de personnel pour l'attribution de fonds de concours et l'animation des contrats territoriaux (Départements, Régions...) et européens
RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	Mise à disposition de personnel pour l'accompagnement dans l'élaboration des Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) et des Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs (DICRIM) ; outil de prévention météo PréviExpert
ÉCONOMIES PRIMAIRES	Mise à disposition de personnel pour l'animation des actions du Périmètre des Espaces Agricoles et Naturels
Domaines d'actions transversaux	Mise à disposition du SIG (Système d'Information Géographique)
SYSTÈME D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE	Mise à disposition de personnel et de moyens informatiques
GESTION DE L'ÉQUIPE	Mise à disposition de personnel et de moyens pour la formation et le recrutement
	Mise à disposition de personnel pour le diagnostic et la mise en œuvre d'actions de prévention des risques
JURIDIQUE ET COMMANDE PUBLIQUE	Mise à disposition de personnel pour l'instruction des marchés publics et suivi des contentieux
FINANCES	Mise à disposition de personnel pour le budget et la comptabilité des SIVU

Certains domaines d'actions transversaux mutualisés font l'objet d'une facturation aux communes sous forme d'attribution de compensation ou par convention. Il est donc plus juste de calculer pour chacun le coût des charges indirectes. C'est pourquoi le mode de calcul des coûts complets a évolué de manière à n'affecter pour chaque domaine d'actions stratégique que la part de charges indirectes qui lui est imputée.

Bénéficiaire(s) de la mutualisation aux côtés de Cap Atlantique	Coût complet global	Part des dépenses		Nombre d'ETP	
		pour l'activité propre de Cap Atlantique	au profit des autres bénéficiaires de la mutualisation	pour l'activité propre de Cap Atlantique	pour l'activité mutualisée
15 communes de Cap Atlantique	209 341 €	75 %	25 %	1,49	0,90
15 communes de Cap Atlantique	604 867 €	90 %	10 %	6,28	0,85
15 communes de Cap Atlantique	642 606 €	93 %	7 %	2,33	0,90
15 communes de Cap Atlantique	472 954 €	93 %	7 %	2,15	0,43
Assérac, Batz-sur-Mer, Camoël, Férel, Herbignac, La Turballe, Mesquer, Pénestin, Piriac, St-Lyphard, St-Molf	414 012 €	0	100 %	0,00	6,63
Herbignac	460 964 €	95 %	5 %	4,99	0,47
15 communes de Cap Atlantique	589 996 €	97 %	3 %	5,18	0,40
15 communes de Cap Atlantique	1 137 889 €	99 %	1 %	0,40	0,40
15 communes de Cap Atlantique	308 670 €	79 %	21 %	0,78	0,75
La Turballe et Guérande	465 080 €	91 %	9 %	1,70	0,84
15 communes de Cap Atlantique	3 239 458 €	37 %	63 %	9,34	11,44
Batz-sur-Mer, Guérande, La Turballe, La Baule-Escoublac					
15 communes de Cap Atlantique	1 397 957 €	93 %	7 %	13,31	1,43
La Baule-Escoublac					
15 communes de Cap Atlantique	855 632 €	75 %	25 %	5,65	2,98
SIVU (Fourrière - aéroport - transport)	550 579 €	91 %	9 %	7,43	0,73
TOTAL	11,35 M€	72 %	28 %	61,04	29,15
		8 179 593 €	3 170 412 €	= 90,19 ETP	
		Dont facturés	1 818 093 €		

LA MUTUALISATION, UN OUTIL DE LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE

La nouvelle obligation réglementaire est une opportunité pour les services communaux et intercommunaux d'aller encore plus loin dans la mutualisation, en favorisant le partage de compétences et de moyens, au bénéfice du service public rendu à la population.

Le seul schéma de mutualisation ne suffira pas à compenser la baisse des dotations de l'État, mais il représente **une opportunité à saisir pour faire évoluer dès maintenant les méthodes de travail et de coopération intercommunales** bien au-delà des domaines de mutualisation déjà acquis et opérationnels : ADS (Autorisations du Droit des Sols), DSIC (Direction du Système d'Information Communautaire)...



La mutualisation est financée essentiellement sur des bases forfaitaires. **Elles ne couvrent pas le coût global du service rendu.** La différence est prise en charge par Cap Atlantique, au titre de la solidarité communautaire, soit **1,35 M€** pour l'année 2017.

INTRODUCTION

Au sein de la collectivité, de nombreuses actions poursuivant les finalités du développement durable ont elles aussi été menées.

Ces actions concernent deux objectifs stratégiques relatifs au fonctionnement interne de la Communauté d'agglomération :

OBJECTIF 1

« ORGANISER ET OPTIMISER NOS ACTIVITÉS »

- Piloter, coordonner et évaluer les missions et activités ;
- Faire du système d'information un levier pour travailler mieux ensemble et gagner du temps ;
- Donner aux élus les moyens d'exercer leurs missions ;
- Optimiser l'argent public par une bonne ingénierie financière ;
- Améliorer la performance de nos achats.

OBJECTIF 2

« DÉPLOYER UNE DYNAMIQUE D'ÉQUIPE »

- Donner du sens ;
- Professionnaliser les équipes ;
- Favoriser la cohésion de groupe.

La collectivité a engagé en 2010 une démarche de performance qui a abouti en 2011 à la construction collective de **l'arbre des objectifs**, à la traduction chiffrée des résultats et à la valorisation en coût complet de ses grands domaines d'action dans un **tableau de bord**.

Cette démarche concourt à développer une **culture de l'évaluation et de l'amélioration continue**. Elle favorise également la **transversalité**.



SYSTÈME D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE

OBJECTIFS

1- Faire du système d'information un levier pour travailler mieux et gagner du temps, en interne et à l'échelle du territoire.



INDICATEURS

• Nombre d'espaces collaboratifs créés sur les portails intranet/extranet			
• pour Cap Atlantique		127	↗
• pour les communes		247	↗
• Nombre de communes mutualisées		6/15	→
• Nombre d'applications harmonisées		20	↗
• Nombre d'usages maximal		6 618	↗
• Nombre de postes pour les agents et élus		759	--
• Nombre de postes pour les scolaires		255	--

COÛT COMPLET ANNUEL 1 245 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Ouverture des données publiques (open data) ;
- Ré-informatisation des polices municipales ;
- Déploiement du portail famille pour les communes intéressées ;
- Harmonisation du Système d'Information des bibliothèques ;
- Intégration des PLU.
- Extension du périmètre de mutualisation pour de nouvelles communes.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Refonte de l'outil de gestion des ressources humaines pour Cap Atlantique et les communes mutualisées ;
- Déploiement du portail famille pour Guérande ;
- Refonte du SIG (Système d'Informations Géographiques) Déchets.

LES « EN COURS » 2017

- Déploiement du socle technique de téléphonie Skype Entreprise ;
- Dématérialisation : eParapheur pour le visa et la signature des bons de commande et des factures et le transfert des actes et des flux comptables en préfecture et au Trésor Public ;
- Migration des applications de billetterie.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Mise à disposition du catalogue de services pour les communes non mutualisées ;
- Dématérialisation des procédures d'urbanisme ;
- Protection des données personnelles.



GESTION DE L'ÉQUIPE



14,7
ETP

OBJECTIF

- 1- Donner du sens.
- 2- Professionnaliser les équipes.
- 3- Favoriser la cohésion de groupe.

INDICATEURS

- | | | | |
|---|--|---------|---|
| • Pourcentage des agents ayant bénéficié d'au moins une formation sur 2 ans | | 89,63 % | ↗ |
| • Nombre moyen de jours d'absence pour maladie ordinaire | | 22 | ↗ |

COÛT COMPLET ANNUEL 1 288 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Mise en place du logiciel de gestion RH e-sedit ;
- Animation du réseau des référents de formation ;
- Mise en place du nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) et réflexion sur la politique R.H. ;
- Évaluation des Risques Psychosociaux (RPS) ;
- Animation du réseau des assistants de prévention.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Plan de formation Cap Atlantique et mutualisation d'actions de formation avec les communes ;
- Temps de rencontres multi-thèmes avec le personnel (vœux, médailles, actions Comité d'Action Sociale, ...) ;
- Actions collectives extra professionnelles (chant, voile, badminton, musique...) ;
- Accueil de volontaires en Service Civique ;
- Accompagnement personnalisé des agents en faveur de la mobilité interne ;
- Amélioration des conditions de travail des agents par l'adaptation des équipements de protection individuelle, des postes de travail et des matériels techniques ;
- Création et animation du réseau des conseillers et assistants de prévention du territoire ;
- Déploiement des registres de santé et sécurité au travail sur l'ensemble des sites.

LES « EN COURS » 2017

- RIFSEEP : travail de cotation des métiers pour un rapprochement dans des groupes de fonctions ;
- Diagnostic des RPS : questionnaire, formations des encadrants, entretiens collectifs et individuels ;
- Accompagnement des agents transférés dans les effectifs de CAP Atlantique : Société Publique Locale (SPL) tourisme, Aquabaule Accompagnement des réorganisations internes : Direction Juridique et de la commande publique, Direction Technique, Direction de l'Environnement ;
- Animation d'un groupe de travail « mobilité » ;
- Automatisation des arrêtés sous le logiciel e-sedit ;
- Réflexion sur la mise en place d'un système d'astreinte de décision à CAP Atlantique.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- RIFSEEP et politique RH : scénario des Régimes Indemnitaires actuels et futurs, 13^e mois généralisé, temps de travail... ;
- Règlement de formation et Compte Personnel d'activité ;
- Plan de formation triennal 2018-2020 ;
- Mission d'accompagnement du service Ressources Humaines ;
- Elaboration du plan d'actions RPS au vu du diagnostic établi par le CNAM ;
- Réflexion sur l'action sociale à CAP Atlantique : enquête auprès du personnel ;
- Harmonisation des fiches de postes ;
- Formation des managers à donner du sens ;
- Projet de maison de l'intercommunalité ;
- Mise en place d'un observatoire RH du territoire ;
- Déploiement de l'entretien professionnel par le biais du module e-évaluation de e-sedit ;
 - Acquisition d'un logiciel de prospective financière pour la gestion de la masse salariale de CAP Atlantique.

+
D'INFOS

dominique.guitton@cap-atlantique.fr



Epanouissement des êtres humains, satisfaction des besoins essentiels

GOVERNANCE COMMUNAUTAIRE ET PILOTAGE

OBJECTIF

- 1- Donner aux élus les moyens d'exercer leurs missions.
- 2- Piloter, coordonner et évaluer les activités.

6,8
ETP

INDICATEURS

Fonctionnement institutionnel

• Connaissance Equivalent Temps Plein par domaine d'action stratégique ou transversal		--	--
• Connaissance du coût complet par domaine d'action stratégique ou transversal		--	--
• Poids des charges indirectes*		9,82 %	--
• Nombre de Conseils / Bureaux communautaires		6 / 7	→
• Nombre de délibérations (Conseils / Bureaux comm.)		149 / 42	↗
• Nombre de réunions des commissions thématiques		33	↗

Conseil de développement

• Nombre de réunions et rencontres		21	↘
------------------------------------	--	----	---

*Nouvel indicateur

COÛT COMPLET ANNUEL

1 025 k€

PROJETS MAJEURS

- Statuer sur les 3 nouveaux projets d'investissement majeurs envisagés : piscine à Herbignac, pôle d'affaires autour du Pôle d'Echanges Multimodal de La Baule-Escoublac, reconversion du Petit Séminaire à Guérande.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

Fonctionnement institutionnel

- Lancement de l'évaluation des coûts de la mutualisation ;
- Définition de la méthodologie de suivi du schéma de mutualisation.

Conseil de Développement

- Décentralisation des réunions de bureau chez les acteurs économiques du Territoire ;
- Formulation d'avis sur la révision du SCoT et le schéma de mutualisation ;
- Travail concerté avec le Conseil de Développement de la Carène en particulier autour de la thématique transports domicile/travail.

AUTRE PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

- Mieux évaluer les recettes affectant le poids des charges de personnel.

*système d'information, locaux, élus et direction générale, services RH, juridiques, finances voir page 8.



Bilan des actions internes à la communauté d'agglomération 2017

45



D'INFOS

philippe.allain@cap-atlantique.fr

aude-marie.calvez@cap-atlantique.fr

Conseil de Développement : stephanie.boyer-lechat@cap-atlantique.fr



JURIDIQUE ET COMMANDE PUBLIQUE

OBJECTIF

- 1- Optimiser les procédures d'achat.
2. Préparer la dématérialisation totale des procédures de marché public.
3. Maîtriser la sinistralité et les primes annuelles des assurances.
4. Gérer les litiges, précontentieux et contentieux, développer de la prise en charge directe des litiges pour les dossiers dispensés du ministère d'avocat.
5. Apporter conseil et assistance juridiques aux services de CAP Atlantique et des communes membres.



8,6 ETP

INDICATEURS MUTUALISÉS

• Nombre de procédures de marchés publics lancées		80	↗
• Nombre de marchés publics notifiés		64	↗
• Nombre de commissions d'attribution organisées		23	↗
• Nombre d'expertises assurances suivies		60	↘
• Nombre de contentieux suivis		13	↗

COÛT COMPLET ANNUEL 610 k€ hors mutualisation

PROJETS MAJEURS

- Sécurisation des procédures simplifiées ;
- Extension du périmètre de mutualisation pour de nouvelles communes : marchés publics, juridique, assurances.

46 LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Maîtrise de la réforme de 2016 des marchés publics ;
- Appropriation des nouveaux risques et enjeux issus des compétences transférées à l'agglomération : tourisme, parcs d'activités, gens du voyage ;
- Prise en charge interne de procédures pré-contentieuses.

LES « EN COURS » 2017

- Accompagnement du processus de l'Open Data ;
- Mise en place de la dématérialisation des procédures de marché public ;
- Simplification des procédures internes de marchés publics ;
- Optimisation de la couverture assurantielle : analyse de la sinistralité et définition des besoins.

AUTRES PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

- Optimisation des achats.





PARC AUTOMOBILE

0,1
ETP

OBJECTIF

1- Organiser et optimiser les activités : assurer la fiabilité du parc automobile par la qualité de son entretien et la stratégie de son renouvellement.

INDICATEURS

• Parc de véhicules légers, utilitaires, poids lourds et engins		86	↘
dont parc de véhicules électriques*		7	↔
• Volume total de carburant consommé (litres)		241 055	↘
• Âge moyen du parc		7,06 ans	↗

*Nouvel indicateur

COÛT COMPLET ANNUEL 227 k€

PROJETS MAJEURS

• Renouvellement du parc automobile.

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Véhicules réformés : 1 benne à ordures ménagères et 2 véhicules légers ;
- Renouvellement : 1 véhicule léger et 1 benne à ordures ménagères.

AUTRE PISTE D'EXPLORATION ENVISAGEABLE

• Suivi de la sinistralité du parc automobile.



OBJECTIF

1- Faire connaître l'institution et promouvoir le projet de Cap Atlantique en interne et en externe.

5 ETP

INDICATEURS

• Nombre d'articles de presse évoquant Cap Atlantique		987	↘
• Nombre de nouveaux supports d'édition print & web internes et externes		239	↗
• Nombre d'utilisateurs du site internet		98 861	↗
• Nombre d'utilisateurs du site internet mobile*		5 543	--
• Nombre de partenariats		50	↗
• Nombre de documents téléchargés sur le site Internet		50 321	↗
• Nombre de documents téléchargés sur le site mobile*		357	--
• Nombre de vues des vidéos sur YouTube		8 181	↗

*Nouveaux indicateurs

COÛT COMPLET ANNUEL 487 k€

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

Événementiels - Relations publiques

- Cérémonie des vœux et de remise des médailles et des départs à la retraite ;
- Opération hello ! « Préserver la qualité des eaux : les bons réflexes au quotidien ! » : déclinaison des moyens média et hors-média ;
- Relations presse : 7 points presse, 18 communiqués et 118 annonces Infocale.

Editions

- Mise à jour des calendriers de collecte des déchets ménagers 2017-2020 ;
- Mises à jour numérique des guides déchets et de « l'Interco et vous » ;
- Lettres d'information, panneaux d'exposition et promotion des phases D00 (Document d'Orientations et d'Objectifs) et enquête publique de la révision du SCoT ;
- Développement de stands d'animations multithèmes ;
- Signalétique et promotion du compostage partagé ;
- Accompagnement dans la réflexion du concept du logo Cap à l'abri ;
- Conception de supports de communication pour l'animation « Cap sur la mobilité » et pour une course BMX.

Internet / Intranet / vidéo

- Mise en ligne régulière du carrousel d'actualités sur l'Intranet ;
- Réalisation et diffusion d'un spot cinéma Opération hello !

Partenariats

- Participation et ou accompagnement de diverses manifestations : Pardon de La Baule, Festival du Livre en Bretagne, Fête du Parc Naturel Régional de Brière, Festival du film du Croisic, Les Celtiques de Guérande, Marché des potiers, Jumping de La Baule, etc.

Conseil de Développement

- Animation du Conseil de Développement (voir page 45 - Gouvernance communautaire).

LES « EN COURS » 2017

- Développement de la politique de réseaux sociaux.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Refonte du site internet de l'interface Gestion Relation Citoyens.
- Développement de la politique de réseaux sociaux.



stephanie.boyer-lechat@cap-atlantique.fr





OBJECTIF

1- Optimiser l'argent public par une bonne ingénierie financière.

8,2
ETP

INDICATEURS

Fonds de roulement		10 825 058 €	↗
Solvabilité en années		3,5	↘
Taux d'épargne nette		17 %	↗
Niveau d'investissement / habitant		287 €	↗
Taux de réalisation du budget d'investissement		50 %	→

COÛT COMPLET ANNUEL **503 k€**

LES ACQUIS DE L'ANNÉE 2017

- Dématérialisation des factures sur le portail Finances Publiques ;
- Évaluations définitive des charges du tourisme, parcs d'activités et gens du voyage.

LES « EN COURS » 2017

- Évaluation provisoire des charges GeMAPI (Gestion de Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), notamment au regard du linéaire de cours d'eaux busés.

AUTRES PISTES D'EXPLORATION ENVISAGEABLES

- Mise en place des AP/CP (autorisation de programmes et crédits de paiements) ;
- Paiement en ligne à partir du site de CAP Atlantique grâce au service TIPI (Titres Payables sur Internet) développé par la Direction Générale des Finances Publiques.



DES IDÉES DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR LE TERRITOIRE

1 PENSEZ AUX CONTENEURS D'APPORT VOLONTAIRE

Pour vos papiers, récipients en verre, emballages légers et ordures ménagères, plus de 1 000 conteneurs sont mis à disposition par Cap Atlantique.



2 À LA MAISON, PRATIQUEZ LE TRI SÉLECTIF,

grâce aux sacs jaunes pour les emballages plastiques, métalliques et cartonnets et aux sacs bleus pour les papiers, journaux et magazines.



3 AYEZ LE RÉFLEXE DÉCHETTERIE !

9 déchetteries intercommunales accessibles à tous : gravats, ferrailles, cartons, huiles, déchets ménagers spéciaux, bois et végétaux, encombrants, mobilier...



4 DÉPOSEZ VOS DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES,

auprès de votre distributeur d'électroménager ou dans les 9 déchetteries de Cap Atlantique acceptant les DEEE.



5 COMPOSTEZ C'EST FACILE !

Cap Atlantique met gratuitement à votre disposition des composteurs pour vos déchets de jardin et de cuisine.



6 ÉCONOMISEZ L'EAU DU ROBINET

grâce à des astuces simples : attention aux fuites, une douche plutôt qu'un bain, récupération de l'eau de pluie pour le jardin...



7 JARDINEZ SANS PESTICIDES, C'EST FACILE !

Favorisez des pratiques non polluantes : désherbage à la main, à la binette ; paillage.

Pensez aux refuges naturels pour les animaux auxiliaires (coccinelles, hérissons, vers de terre, mésanges, abeilles...).

Évitez l'imperméabilisation des sols !



8 RÉDUISEZ VOTRE FACTURE ÉNERGIE,

en isolant vos combles, en changeant vos fenêtres... Conseils gratuits sur rendez-vous au 02 40 08 03 30.



9 IMPLANTEZ VOTRE ENTREPRISE,

sur l'un des 17 parcs d'activités du Territoire.



10 DÉCOUVREZ LA DESTINATION TOURISTIQUE LA BAULE-PRESQU'ÎLE DE GUÉRANDE

www.labaule-guerande.com





Et pour mieux comprendre l'intercommunalité,

retrouvez aussi :

- toute l'actualité
- les vidéos
- les dernières publications et mises à jour

sur www.cap-atlantique.fr



Rapport d'activités & de Développement durable et état de la mutualisation 2017



Communauté d'Agglomération de la Presqu'île de Guérande – Atlantique

3 avenue des Noëllés • BP 64 • 44503 LA BAULE CEDEX

Tél : 02 51 75 06 80 - accueil@cap-atlantique.fr

www.cap-atlantique.fr